

PRODUCTION PORCINE DANS L'UE BOULEVERSEMENTS EN PERSPECTIVE

La concentration géographique a permis aux grands bassins de production porcine européens de construire des filières performantes, bénéficiant d'économies d'échelle. Basées sur des outils commerciaux efficaces, les exportations, sont venues consolider les édifices.

Mais au cours des dix dernières années, des difficultés nouvelles sont venues entraver le développement. Atout de la croissance, la spécialisation régionale se retourne contre elle. Ces obstacles vont peser encore lourdement à l'avenir, au risque de bouleverser les positions acquises.

Les années 90 ont marqué un tournant dans le secteur porcin européen : ouverture politique et économique à l'est, mondialisation des échanges, exigence croissante de garanties sur la qualité des produits, montée des problèmes d'environnement et répétition de graves épizooties. De 1990 à 1999, la production de l'Union européenne s'est accrue à un rythme modéré de 17%. Entre croissance et stagnation, l'évolution a été diverse selon les pays.

Les grands exportateurs

Installés de longue date sur les marchés extérieurs, trois pays ont fait de l'exportation une priorité. Elle concerne la moitié ou plus de ce qu'ils produisent. Le Danemark exporte 80% de sa production, pour des destinations et des produits nombreux. Entre 1990 et 1999, sa production a augmenté de 50%. Avec une consommation stable, le surplus a alimenté les exportations : son taux d'auto-provisionnement est passé de 370 à 510% en 10 ans. Mais, produisant 23,6 millions de porcs en 1999, le Danemark estime que les contraintes environnementales l'empêcheront de dé-

passer 25 millions. La fin de sa croissance est-elle proche ?

Toujours surprenante, la Belgique a connu une hausse de production de 40% depuis 1990. D'abord en tête de la croissance, elle trébuche en 1999 sur la dioxine qui réduit à la fois sa production et ses ventes. Son taux d'auto-provisionnement a nettement progressé, de 160 à 220%. Mais aujourd'hui, sa production, très localisée dans les Flandres, semble à l'étroit.

Les Pays-Bas, exportateurs de longue tradition, produisent trois fois ce qu'ils consomment. Mais leurs exportations n'augmentent plus car leur production n'a pas progressé depuis 1990. Elle a subi, à partir de 1987, des règles de plus en plus sévères sur l'environnement. Les densités animales sont excessives dans la moitié sud-est du pays. D'autre part, la très grave épidémie de peste porcine de 1997 a remis l'accent sur le risque sanitaire. Les difficultés de la filière néerlandaise annoncent-elles celles des autres bassins européens de forte densité porcine ?

Les nouveaux exportateurs

L'Espagne et la France, excédentaires depuis 1993 et 1994, ont eu

la même croissance jusqu'à cette date. Depuis, l'Espagne a accéléré et réalise la plus forte progression de l'UE entre 1990 à 1999 : + 60%.

Plus ou moins déficitaires en 1990, les deux pays sont maintenant exportateurs. La France exporte 600 000 tonnes. Elle est le second exportateur européen vers les pays tiers, après le Danemark. Mais elle importe encore 500 000 tonnes, alors que l'Espagne en exporte 300 000 et importe peu.

Les deux pays ont des densités porcines faibles en moyenne et des possibilités de croissance face aux seules contraintes physiques. Mais les analogies s'arrêtent là. En France, le développement est basé sur des agriculteurs, indépendants et très organisés collectivement. En Espagne, il est piloté majoritairement par des firmes recourant à l'intégration. Il bénéficie de coûts sociaux faibles et d'une certaine souplesse de l'Administration pour instruire les dossiers de création. Face à la saturation en Catalogne, les firmes colonisent de nouvelles zones de développement.

En France, l'Administration applique désormais avec détermination des règles environnementales qui freinent la Bretagne, aux densités élevées. Dans les autres régions, l'opposition militante aux porcheres se montre aussi très efficace.

Déficitaires et sans croissance

La plupart des autres pays progressent peu, ou régressent. Ils sont déficitaires, parfois lourdement comme l'Allemagne. En 1990, l'unification y a provoqué une chute massive à l'est, réduisant la production allemande totale de 20% en trois ans. Seule la peste

aux Pays-Bas, en 1997, a pu relancer la production. L'Allemagne peine cependant à reconstruire à l'est. Des structures de production dispersées, surtout au sud, et une filière aval manquant d'efficacité continuent de pénaliser le premier producteur européen.

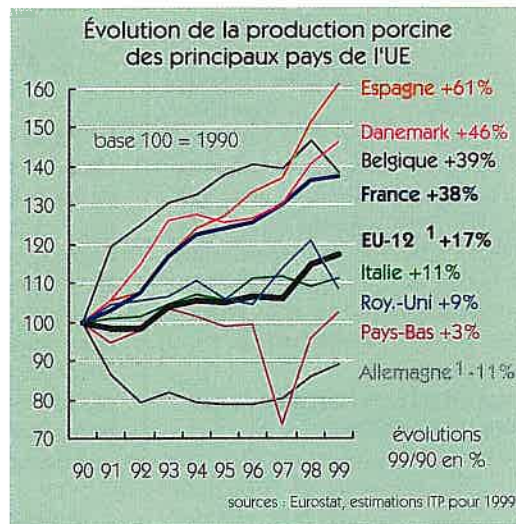
Les pays du sud européen, hors l'Espagne, sont fortement déficitaires, avec un gros marché d'importation en Italie. Depuis dix ans, sa production ne couvre que les deux tiers de ses besoins. Sa croissance a été modérée, de 11%.

Très voisine a été la progression du Royaume-Uni, de 1990 à 1999. Après quelques années d'évolution à un rythme supérieur à l'ensemble européen, les exigences des distributeurs (bien-être), ajoutées à la crise, ont provoqué une chute brutale qui pourrait préfigurer des difficultés durables à l'avenir.

Avant tout économiques dans les décennies précédentes, les conditions du développement de la production porcine européenne prennent un tour plus politique : législations communautaire et nationales, exigences des consommateurs (produit) et des citoyens (mode de production)...

La France n'est pas la dernière à suivre cette voie. Mais elle doit, si elle est attachée à sa filière porcine performante et à la maîtrise de son approvisionnement, veiller à ce que les règles soient les mêmes pour tous. Ceci d'autant plus que les prochains choix internationaux à l'OMC risquent d'accroître la compétition avec des pays qui ont moins de contraintes.

Les contradictions pourraient alors devenir insupportables, alors que ne seront pas encore effacées les séquelles de la crise qui perdure.



	1 000 téc	PIB	import	export	solde	CIB	%auto-app.
Danemark	1 698	-	41	1 364	1 323	334	508
Pays-Bas	1 826	-	126	1 196	1 070	668	273
U.E.B.L.	1 095	-	147	753	606	489	224
Espagne	2 683	-	115	305	190	2 490	108
France	2 333	-	503	592	89	2 235	104
Allemagne	3 744	-	1 256	396	-860	4 589	82
Royaume-Uni	1 150	-	563	304	-259	1 408	82
Italie	1 323	-	850	100	750	2 050	65
autres UE	1 741	-	-	-	-	1 892	96
EU-15	17 593	-	51	1 235	1 184	16 084	109

Pour l'UE, le commerce concerne les échanges avec les pays tiers
Sources : Eurostat, SCEES, ZMP et estimations ITP